

- **Nom**  
Codol
- **Prénom**  
Fanny
- **Adresse**  
29 avenue de Villiers, 75017 Paris
- **Raison sociale**  
Maison de l'Europe de Paris

### **Informations pratiques**

- **Intitulé de l'activité**  
PRÉSIDENTE DU CONSEIL DE L'UE: QUELLES PRIORITÉS POUR L'AUTRICHE ?
- **Description de l'activité**  
Consultation citoyenne en présence de son excellence Monsieur Michael Linhart, ambassadeur désigné de la République fédérale d'Autriche en France, portant sur les priorités de l'Autriche lors de sa présidence semestrielle au Conseil de l'Union Européenne.
- **Date et heure**  
Mardi 25 Septembre 2018 de 18h30 à 20h00
- **Lieu**  
Maison de l'Europe de Paris, 29 avenue de Villiers, 75017 Paris
- **Nombre de participants**  
46

- **Catégories de publics présents**  
La Consultation citoyenne était ouverte au grand public. L'assemblée était composée de moitié par un public de plus de 60 ans (48%). Les 45-60 ans représentaient 20,5% de l'assemblée, les 27-45 ans 5%, et les moins de 26 ans 7%.
- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**  
Nous noterons la présence de son excellence Monsieur Michael Linhart, ambassadeur désigné de la République fédérale d'Autriche en France, ainsi que celle de Madame Catherine Lalumière, présidente de la Maison de l'Europe de Paris, ancienne Ministre et ancienne Secrétaire générale du Conseil de l'Europe.

## Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**  
Ayant débuté par une note introductive de Madame Catherine Lalumière, suivie d'une présentation par l'ambassadeur Autrichien des objectifs de l'Autriche pour sa présidence au Conseil de l'UE, les échanges avec le public ont donné l'occasion aux intervenants comme à l'auditoire d'aborder les thématiques suivantes :
  - la crise des valeurs au sein de l'UE et la montée des populismes,
  - la gestion des flux migratoires en Europe,
  - la stabilité dans le voisinage de l'UE, en particulier au regard du comportement agressif de la Russie et de la régression des droits fondamentaux en Turquie,
  - la possibilité d'un élargissement de l'Union vers les Etats de l'Ex-Yougoslavie.
- **Questions / attentes / problèmes soulevés**
  - Selon un des membres de l'auditoire, l'adhésion des Etats baltes et plus généralement des Etats de l'est a entraîné l'appauvrissement des Etats déjà membres. L'adhésion de nouveaux Etats, notamment ceux de l'Ex-Yougoslavie, ne ferait ainsi qu'aggraver la situation actuelle de l'UE, en particulier d'un point de vue économique.
  - De nombreux citoyens présents à la consultation ont débattu du caractère démocratique des gouvernements d'Etats membres tels que l'Italie ou la Hongrie. Si la grande majorité d'entre eux étaient d'accords sur le caractère légitime de ces gouvernements, élus par le peuple dans le cadre d'élections libres, ils se sont cependant questionnés sur la signification d'un réel respect de la démocratie de la part de gouvernements ne respectant pas les libertés fondamentales ainsi que les valeurs de l'Union européenne, organisation bâtie sur des traités

internationaux librement signés par ces Etats.

- Une citoyenne s'est également questionnée sur les raisons pour lesquelles la montée des gouvernements populistes est aussi importante depuis quelques années.

-Selon plusieurs participants, ce sont les questions économiques (avantages économiques) plus que les valeurs humanistes défendues par l'Union européenne qui attirent les Etats tiers à l'UE, cela serait notamment le cas pour les Etats de l'est encore non membres.

- **Pistes de proposition formulées**

-Un membre de l'auditoire évoque l'importance de la culture au sein de l'UE, qui devrait être un instrument pour une Union plus soudée.

- Selon l'un des participants, l'idée d'une culture et d'une histoire commune joue un rôle fondamental au sein de la construction européenne. Il faudrait ainsi accentuer l'éducation des citoyens européens sur ce qui rassemble le peuple européen, plutôt que sur ce qui le divise.

-Partageant le même point de vue que les deux précédents intervenants, un autre participant évoque l'idée de cours d'histoire commun à l'ensemble des Etats membres de l'UE. Pour cela devrait être créé un manuel d'histoire commun.

-Enfin, un autre citoyen évoque l'idée de manuel d'histoire commun non pas aux 28 Etats membres, mais uniquement à des groupes d'Etats membres géographiquement et historiquement très proches.

- Aux vues du contexte sécuritaire instable de ces dernières années, l'une des participantes a évoqué l'idée d'une armée européenne qui pourrait notamment être déployée au sein des aéroports pour la sécurité aérienne.

-Opposée à l'entrée de la Turquie et des Etats de l'Ex-Yougoslavie au sein de l'UE, une des participantes a cependant évoqué l'idée d'un renforcement de l'utilisation des statuts intermédiaires/partenariats renforcés avec l'UE pour ces Etats.

## **Facultatif**

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**

L'auditoire a été très réactif aux discours de l'ambassadeur. Les thématiques abordées ont suscité de nombreuses réactions, souvent avec des avis très tranchés de la part des citoyens présents.